28-05-1985
Transmis à M.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 10 décembre 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "érigeant en crime la corruption de toute personne chargée d'un service public", a donné le 13 mars 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 10e december 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij de omkoping van iedere met een openbare dienst belaste persoon strafbaar wordt gesteld als misdaad", heeft de 13e maart 1985 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

Le projet tend à modifier les articles 246, 247 et 252 du Code pénal en vue d'ériger en crime la corruption du fonctionnaire, de l'officier public ou de toute personne chargée d'un service public.

INTITULE.

Il serait plus conforme à l'usage de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi modifiant les articles 246 à 252 du Code pénal et l'article 322 de la loi générale sur les douanes et accises" (1).

.../...

---

(1) La justification de la détermination des articles modifiés est donnée dans la suite de l'avis.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET.

Article ler.

L'article remplace l'article 246 du Code pénal par le texte suivant :

> "246. Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura agréé des offres ou promesses, qui aura reçu des dons ou présents, soit pour faire un acte, même juste, mais non sujet à salaire, de sa fonction ou de son emploi, ou un acte injuste dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs, sera puni de la réclusion. Il pourra en outre être condamné à l'interdiction conformément soit à l'article 32, soit, en cas de correctionnalisation, à l'article 33".

I. Le texte actuellement en vigueur frappe de peines différentes le fait, pour tout fonctionnaire ou officier public ou pour toute personne chargée d'un service public, d'agréer des offres ou promesses ou de recevoir des dons ou présents, selon qu'il s'agit soit d'accomplir "un acte, même juste mais non sujet à salaire" soit d'accomplir "un acte injuste" : dans le premier cas, visé par l'alinéa ler de l'article, les peines sont un emprisonnement de huit jours à six mois et une amende de vingt-six francs à cinq cents francs; dans le second cas, visé par l'alinéa 2 de l'article, les peines sont un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de cinquante francs à mille francs.

.../...

L'article 246 en projet établit les mêmes peines pour les deux cas. L'exposé des motifs justifie ce nouveau régime comme suit : " ..., ce n'est souvent qu'à première vue que celui qui accepte d'être payé pour faire ce qu'il doit faire de toute façon est moins coupable que celui qui accepte d'être payé pour agir ou s'abstenir de manière injuste. Le premier, en réalité, est le plus souvent quelqu'un qui, lui aussi, agit de manière injuste, et parfois très gravement, tout en prenant moins de risques : car de toute évidence, si un particulier le paye pour qu'il fasse son devoir, c'est dans la plupart des cas parce que ce fonctionnaire a laissé entendre qu'il ne ferait peut-être pas son devoir sans cette condition".

Etant donné que l'article 246 en projet établit donc les mêmes peines pour le cas où il s'agit de faire un acte juste et pour le cas où il s'agit de faire un acte injuste, il n'est plus nécessaire de maintenir dans le texte une distinction entre ces deux cas.

Néanmoins, il peut paraître utile de maintenir la distinction en vue de faire apparaître plus clairement, de manière immédiate, qu'il y a corruption lorsqu'un fonctionnaire, un officier public ou toute personne chargée d'un service public "aura agréé des offres ou promesses", "aura reçu des présents" pour faire un acte juste, mais non sujet à salaire, de sa fonction ou de son emploi.

En tout cas, si elle est maintenue, la distinction doit être énoncée de manière logique.

.../...

L'article 246 en projet est rédigé comme suit : " ... pour faire un acte, même juste, mais non sujet à salaire,de sa fonction ou de son emploi ...". Ce texte reprend ainsi la formule employée par l'article 246, alinéa ler, actuellement en vigueur. Mais cette formule est critiquable. En effet, l'expression "un acte même juste" désigne tout acte, injuste ou juste. Se ralliant aux considérations développées par Monsieur l'Avocat général HAYOIT de TERMICOURT, la Cour de cassation a déclaré dans un arrêt du lO juillet 1944 que " ... si l'on s'en tient au sens usuel des termes, l'expression "un acte même juste" signifie tout acte fût-il juste, donc un acte injuste comme un acte juste; ...". La Cour ajoute : "Attendu que le mot "même" a été maintenu par inadvertance dans l'article 246, alinéa ler, du Code de 1867 car les auteurs du Code ont voulu punir plus sévèrement par l'alinéa 2,le fonctionnaire coupable de s'être laissé corrompre pour faire un acte injuste que le fonctionnaire ayant agi pour faire un acte juste, mais non sujet à salaire ..." (1).

Pour éliminer dans la rédaction de l'article 246 en projet, le manque de logique critiqué ci-dessus, il est proposé à titre principal, d'employer seulement l'expression "un acte, même juste", en s'abstenant de faire ultérieurement mention de l' "acte injuste". Si cette solution était adoptée, le texte serait le suivant : " ... soit pour faire un acte, même juste, mais non sujet à salaire, de sa fonction ou de son emploi, soit pour s'abstenir de faire un acte ...".

.../...

---

(1) Pas. 1944, I, 428, avec les conclusions de M. Hayoit de Termicourt, alors avocat général à la Cour de cassation.

Il est proposé, à titre subsidiaire, de faire mention d'une part, de l' "acte juste" et, d'autre part, de l' "acte injuste". Si cette solution était adoptée, le texte serait le suivant : " .. soit pour faire un acte juste, mais non sujet à salaire, de sa fonction ou de son emploi, ou un acte injuste dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi, soit pour s'abstenir de faire un acte ...".

II. En sa seconde phrase, l'article 246 en projet dispose notamment que le fonctionnaire, l'officier public ou la personne chargée d'un service public qui aura été frappé de la peine de la réclusion, pourra, en outre, être condamné à la peine de l'interdiction de l'exercice de certains droits conformément à l'article 32.

Or, à la différence de l'article 33, l'article 32 habilite par lui-même le juge répressif à prononcer l'interdiction de l'exercice de certains droits à l'encontre de celui qui est condamné à la réclusion ou à la détention.

Il y a donc lieu d'omettre le renvoi à l'article 32, renvoi qui est superflu, et de se borner à faire, pour le cas de correctionnalisation, un renvoi à l'article 33. La seconde phrase de l'article 246 en projet pourrait dès lors être rédigée comme suit :

"En cas de correctionnalisation, il pourra être condamné à l'interdiction de l'exercice de certains droits conformément à l'article 33".

.../...

Article 2.

L'article remplace l'article 247 du Code pénal par le texte suivant :

"247. Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, aura fait, dans l'exercice de sa charge, un acte injuste, ou se sera abstenu de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs, sera puni de la réclusion. La peine sera de sept ans au moins. Il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction, conformément soit à l'article 32, soit, en cas de correctionnalisation, à l'article 33".

I. Il serait préférable d'intégrer la seconde phrase dans la première et d'écrire :

" ... sera puni d'une réclusion de sept ans au moins".

II. La troisième phrase de l'article 247 en projet appelle la même observation et la même proposition de texte que l'article 246, seconde phrase, en projet.

.../...

OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES.

Articles 248 à 252 du Code pénal.

La modification des articles 246 et 247 doit logiquement entraîner une révision des articles 248 et suivants du Code pénal.

I. La modification des articles 246 et 247 doit entraîner l'abrogation de l'article 248. Sinon il serait moins grave de recevoir des dons ou des présents pour commettre, dans l'exercice d'une charge, un crime ou un délit, que de les recevoir pour faire un acte "même juste" de la fonction ou de l'emploi.

De l'accord du délégué du Ministre, le Conseil d'Etat propose l'abrogation de l'article 248.

II. Egalement de l'accord du délégué du Ministre, le Conseil d'Etat propose, à l'article 249, de supprimer la mention des juges-assesseurs, qui tombent sous l'application des articles 246 et 247 en projet. Cette modification doit entraîner une mise en concordance des articles 251 et 252.

En revanche, il y a lieu de continuer à viser l'arbitre qui tient non d'un acte de l'autorité publique mais d'une convention entre parties, son pouvoir de statuer sur un différend. Il est prudent de continuer à viser le juré : la reconnaissance au juré de la qualité de "personne

chargée d'un service public" peut, en effet, donner lieu à controverse.

+

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de compléter le projet par plusieurs dispositions qui prendraient place après l'article 2 et qui seraient rédigées comme suit :

"Article 3.-

L'article 248 du même Code est abrogé.

Article 4.-

L'article 249 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 249. Le juge ou l'arbitre qui se seront laissés corrompre seront punis, le premier de travaux forcés de dix à quinze ans, le second ...".

Article 5.-

A l'article 251 du même Code, les mots "le juge-assesseur" sont supprimés.

Article 6.- (1)

L'article 252 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 252. Ceux qui auront contraint par violence ou menaces ou corrompu par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire, un officier public, une personne

---

(1) Le nouveau texte proposé pour l'article 252 reprend la

chargée d'un service public, un juré ou un arbitre pour obtenir un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou l'abstention d'un acte rentrant dans l'ordre de ses devoirs, seront punis des mêmes peines que le fonctionnaire, l'officier public, la personne chargée d'un service public, le juré ou l'arbitre, coupable de s'être laissé corrompre.

Les tentatives de contrainte ou de corruption seront punies d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à mille francs".

Article 322 de la loi générale sur les douanes et accises.

De l'accord du délégué du Ministre, il y a lieu de modifier l'article 322 de la loi générale sur les douanes et accises pour punir des peines prévues par l'article 247 du Code pénal en projet l' "agent de l'administration des douanes qui, directement ou indirectement, aura participé à un fait ou tentative de fraude".

A cette fin, le projet doit être complété par un nouvel article qui constituerait l'article 7 du texte proposé et pourrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

A l'article 322 de la loi générale sur les douanes et accises, les mots "sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et, en outre, déclaré incapable à jamais d'exercer aucune fonction publique" sont remplacés par les mots "sera passible des peines établies par l'article 247 du Code pénal".

.../...

OBSERVATION FINALE.

Si le Gouvernement dépose un projet de loi comprenant une disposition modifiant l'article 322 de la loi générale sur les douanes et accises, l'arrêté royal de présentation doit être proposé et contresigné non seulement par le Ministre de la Justice mais aussi par le Ministre des Finances, ainsi que par le Secrétaire d'Etat aux Finances (1).

---

(1) Arrêté royal du 18 janvier 1985 fixant les attributions du Secrétaire d'Etat aux Finances.

DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp strekt tot wijziging van de artikelen 246, 247 en 252 van het Strafwetboek om de omkoping van een ambtenaar, van een openbaar officier of van ieder met openbare dienst belast persoon als misdaad strafbaar te stellen.

AANHEF.

De volgende redactie zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is :
"Ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 246 tot 252 van het Strafwetboek en van artikel 322 van de algemene wet inzake douane en accijnzen" (1).

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET ONTWERP.

Artikel 1.

Het artikel vervangt artikel 246 van het Strafwetboek door de volgende tekst :

> "246. Ieder openbaar officier of ambtenaar, ieder met een openbare dienst belast persoon die een aanbod of belofte aanneemt, die een gift of geschenk ontvangt, hetzij om een zelfs rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt of bediening te verrichten, of een onrechtmatige handeling in de uitoefening van zijn ambt of bediening, hetzij om zich te onthouden van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt gestraft met opsluiting. Bovendien kan hij veroordeeld worden tot ontzetting van rechten hetzij overeenkomstig artikel 32, hetzij, bij correctionalisering, overeenkomstig artikel 33".

.../...

(1) De reden waarom al de aangegeven artikelen worden gewijzigd, wordt verder in het advies opgegeven.

I. De huidige tekst straft ieder ambtenaar, ieder openbaar officier of ieder met een openbare dienst belast persoon die een aanbod of belofte aanneemt of een gift of geschenk ontvangt, met verschillende straffen naargelang het gaat om "een zelfs rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling" of om "een onrechtmatige handeling" : op het eerste geval, dat in het eerste lid van het artikel wordt bedoeld, staan gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank; in het tweede geval, dat in het tweede lid van het artikel wordt bedoeld, is de straf gevangenisstraf van een maand tot een jaar en geldboete van vijftig frank tot duizend frank.

Het ontworpen artikel 246 stelt op beide gevallen dezelfde straffen. De memorie van toelichting legt die nieuwe regeling uit als volgt : "Hij die erin toestemt betaald te worden om te doen wat hij in ieder geval moet doen is immers vaak slechts op het eerste gezicht minder schuldig dan hij die erin toestemt betaald te worden om onrechtmatig een handeling te verrichten of zich daarvan te onthouden. Eerstgenoemde is in werkelijkheid meestal iemand die evenzeer onrechtmatig handelt en soms op zeer ernstige wijze hoewel hij minder risico's neemt : want het is duidelijk dat wanneer hij door een particulier wordt betaald om zijn plicht te vervullen, zulks in de meeste gevallen gebeurt omdat de ambtenaar liet verstaan dat hij zonder betaling zijn plicht wel eens niet zou kunnen vervullen".

Vermits het ontworpen artikel 246 dus dezelfde straffen stelt voor het geval dat een rechtmatige handeling wordt verricht als voor het geval dat een onrechtmatige handeling wordt verricht, is het niet meer nodig dat de tekst tussen beide gevallen een onderscheid maakt.

.../...

Het kan nochtans nuttig lijken dat onderscheid in stand te houden om onmiddellijk duidelijker te doen uitkomen dat er omkoping is wanneer een ambtenaar, een openbaar officier of ieder met een openbare dienst belast persoon "een aanbod of belofte aanneemt", "een geschenk ontvangt" om een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt of bediening te verrichten.

Als het onderscheid behouden blijft, moet het in ieder geval op een logische wijze geformuleerd worden.

Het ontworpen artikel 246 luidt als volgt : "... om een zelfs rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt of bediening te verrichten, ...". Die tekst neemt aldus de formulering over, die in het huidige artikel 246, eerste lid, wordt gebruikt. Die formulering is echter aanvechtbaar. De uitdrukking "een zelfs rechtmatige handeling" doelt immers op iedere handeling, zo rechtmatige als onrechtmatige. Zich aansluitend bij de stelling van Advocaat-generaal HAYOIT de TERMICOURT, heeft het Hof van Cassatie in een arrest van 10 juli 1944 verklaard : "... si l'on s'en tient au sens usuel des termes, l'expression "un acte même juste" signifie tout acte fût-il juste, donc un acte injuste comme un acte juste ; ...". Het Hof voegt daaraan toe : "Attendu que le mot "même" a été maintenu par inadvertance dans l'article 246, alinéa ler, du Code de 1867 car les auteurs du Code ont voulu punir plus sévèrement par l'alinéa 2, le fonctionnaire coupable de s'être laissé corrompre pour faire un acte injuste que le fonctionnaire ayant agi pour faire un acte juste, mais non sujet à salaire ..." (1).

.../...

(1) Pas. 1944, I, 428, met de conclusies van de Heer Hayoit de Termicourt, toen advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie.

Om het hierboven gekritiseerde gebrek aan logica uit de tekst van het ontworpen artikel 246 weg te werken, wordt in hoofdorde voorgesteld om alleen de uitdrukking "een zelfs rechtmatige handeling" te gebruiken, en verder geen melding meer te maken van de "onrechtmatige handeling". Indien die oplossing wordt aangenomen, zou de tekst als volgt luiden : "... hetzij om een zelfs rechtmatige maar niet aan betaling onderwordpen handeling van zijn ambt of bediening te verrichten, hetzij om zich te onthouden van een handeling ...".

Subsidiair wordt voorgesteld dat er enerzijds melding wordt gemaakt van de "rechtmatige handeling" en anderzijds van de "onrechtmatige handeling". Indien die oplossing wordt verkozen, zou de tekst als volgt luiden : "... hetzij om een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt of bediening, of een onrechtmatige handeling in de uitoefening van zijn ambt of bediening te verrichten, hetzij om zich te onthouden van een handeling ...".

II. In zijn tweede volzin bepaalt het ontworpen artikel 246 onder meer dat de ambtenaar, de openbare officier of de met een openbare dienst belaste persoon die met opsluiting wordt gestraft, bovendien kan worden veroordeeld tot ontzetting van de uitoefening van sommige rechten overeenkomstig artikel 32.

Nu is het zo dat artikel 32, in tegenstelling met artikel 33, zelf de strafrechter bevoegd maakt om degene die tot opsluiting of hechtenis veroordeeld is, van de uitoefening van sommige rechten te ontzetten.

De verwijzing naar artikel 32 dient dus als overbodig te vervallen en men kan zich ertoe bepalen, voor het geval van correctionalisering, te verwijzen naar artikel 33. De tweede volzin van het ontworpen artikel 246 zou dan kunnen worden gesteld als volgt :

"Bij correctionalisering kan hij veroordeeld worden tot ontzetting van de uitoefening van sommige rechten, overeenkomstig artikel 33".

Artikel 2.

Het artikel vervangt artikel 247 van het Strafwetboek door de volgende tekst :

> "247. Ieder openbaar officier of ambtenaar, ieder met een openbare dienst belast persoon, die, ten gevolge van een aangenomen aanbod of belofte, een ontvangen gift of geschenk, in de uitoefening van zijn bediening, een onrechtmatige handeling verricht of zich onthoudt van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt gestraft met opsluiting. De straf bedraagt ten minste zeven jaar. Bovendien kan hij veroordeeld worden tot ontzetting van rechten hetzij overeenkomstig artikel 32, hetzij, bij correctionalisering, overeenkomstig artikel 33".

I. De tweede volzin zou beter in de eerste worden verwerkt, zodat de tekst wordt gelezen als volgt :

"... wordt gestraft met opsluiting van ten minste zeven jaar".

II. Voor de derde volzin van het ontworpen artikel 247 gelden dezelfde opmerking en hetzelfde tekstvoorstel als voor de tweede volzin van het ontworpen artikel 246.

.../...

BIJKOMENDE OPMERKINGEN.

Artikelen 248 tot 252 van het Strafwetboek.

Met de wijziging van de artikelen 246 en 247 moet logischerwijs een herziening van de artikelen 248 en volgende van het Strafwetboek gepaard gaan.

I. De wijziging van de artikelen 246 en 247 moet de opheffing van artikel 248 meebrengen. Zo niet, zou het minder erg zijn giften of geschenken te ontvangen om in de uitoefening van een bediening een misdaad of een wanbedrijf te plegen, dan ze te ontvangen om een "zelfs rechtmatige" handeling van het ambt of van de bediening te verrichten.

De Raad van State stelt voor artikel 248 op te heffen. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

II. De gemachtigde van de Minister is het ook eens met het voorstel van de Raad van State om in artikel 249 de vermelding van de rechter-assessor weg te laten, aangezien deze onder toepassing van de ontworpen artikelen 246 en 247 valt. Die wijziging brengt een aanpassing van de artikelen 251 en 252 mee.

Daarentegen moet de scheidsrechter wel vermeld blijven, vermits deze zijn bevoegdheid om een geschil te beslechten niet aan een handeling van de openbare overheid, maar aan een overeenkomst tussen partijen ontleent. Voorzichtigheidshalve blijve men ook de gezworene vermelden : de toekenning aan de gezworene van de hoedanigheid van "met een openbare dienst belast persoon" is inderdaad vatbaar voor discussie.

+

De Raad van State stelt dan ook voor het ontwerp aan te vullen met een aantal bepalingen die op artikel 2 zouden volgen en aldus zouden luiden :

"Artikel 3.-

Artikel 248 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Artikel 249 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 249. De rechter of de scheidsrechter die zich laten omkopen, worden gestraft, de eerste met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar, de tweede ...".

Artikel 5.-

In artikel 251 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de rechter-assessor" geschrapt.

Artikel 6.- (1)

Artikel 252 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 252. Zij die een ambtenaar, een openbaar officier, een met een openbare dienst belast persoon, een gezworene of een scheidsrechter door geweld of bedreiging dwingen of door een belofte, aanbod, gift of geschenk omkopen om een zelfs rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt of van zijn bediening te verrichten, ofwel om zich te onthouden van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort, worden gestraft met dezelfde straffen als de ambtenaar, de openbare officier, de met een openbare dienst belaste persoon, de gezworene of de scheidsrechter die zich laat omkopen.

.../...

(1) De voor artikel 252 voorgestelde nieuwe tekst neemt de wijziging over die is vervat in artikel 3 van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp.

Poging tot dwang of tot omkoping wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank".

Artikel 322 van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat artikel 322 van de algemene wet inzake douane en accijnzen dient te worden gewijzigd om "de ambtenaar van de administratie der douane die rechtstreeks of zijdelings, aan een smokkelfeit of smokkelpoging deelneemt" te straffen met de in het ontworpen artikel 247 van het Strafwetboek gestelde straffen.

Te dien einde, moet het ontwerp worden aangevuld met een nieuw artikel dat artikel 7 van de voorgestelgde tekst zou worden, en zou kunnen luiden als volgt :

"Artikel 7.-

In artikel 322 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, worden de woorden "wordt gestraft met een gevangenisstraf van twee tot vijf jaar en wordt daarenboven onbevoegd verklaard om ooit enig openbaar ambt uit te oefenen" vervangen door de woorden "is strafbaar met de straffen bepaald in artikel 247 van het Strafwetboek".

.../...

SLOTOPMERKING.

Als de Regering een wetsontwerp indient waarin een bepaling tot wijziging van artikel 322 van de algemene wet inzake douane en accijnzen voorkomt, moet het indieningsbesluit niet alleen door de Minister van Justitie voorgedragen en medeondertekend worden maar ook door de Minister van Financiën en door de Staatssecretaris voor Financiën (1).

---

(1) Koninklijk besluit van 18 januari 1985 houdende vaststelling van de bevoegdheden van de Staatssecretaris voor Financiën.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. Ch. HUBERLANT.